



**« L'énergie nord-américaine à la croisée des chemins »  
Discours prononcé devant l'Alberta Chamber of Resources**

L'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.

Premier vice-président à la direction et vice-président du conseil, Banque CIBC  
Edmonton (Alberta)

---

Bonjour. Je suis ravi d'être de retour à Edmonton et d'avoir l'occasion d'adresser la parole à un groupe qui s'est défini comme le principal défenseur du développement responsable de nos ressources. C'est un point d'orgueil pour nous que Randy Geislinger, directeur général aux Services bancaires aux entreprises de la Banque CIBC, siège à votre conseil d'administration.

Aujourd'hui, je voudrais parler en détail du potentiel du futur énergétique de l'Alberta, en prêtant une attention particulière aux possibilités actuelles, aux défis que nous avons à relever et aux écueils que nous devons éviter.

Depuis des années, des dizaines d'années en fait, nous faisons affaire d'une certaine manière – confortables et satisfaits au sein du marché nord-américain stable et efficace. Nous sommes un pays exportateur d'énergie. Nous vendons tout notre pétrole et tout notre gaz à un seul client : les États-Unis. Cette relation a été mutuellement satisfaisante, et elle l'est encore.

Cette relation a cependant pris une nouvelle dimension et de la nuance depuis que les États-Unis augmentent leur propre production de pétrole, s'affirment comme exportateurs de gaz et se sont mis à critiquer les performances environnementales des sables bitumineux.

Le monde entier passe en même temps par une transformation majeure – une nouvelle dynamique du marché, de nouveaux progrès technologiques, de nouvelles économies en émergence. Ces forces modifient les règles du jeu. Elles nous obligent à passer aux actes pour faire en sorte que nous continuions de prospérer.

En tant que province et en tant que pays, nous nous heurtons actuellement à une difficulté de taille dans le secteur de l'énergie : la difficulté d'accès aux marchés. C'est un défi que nous devons relever et une difficulté que nous devons surmonter si nous voulons réussir la transition de fournisseur continental d'énergie pour devenir un acteur légitime d'envergure mondiale à long terme.

Faisons le point sur où nous en sommes actuellement.

Nos réserves de pétrole prouvées sont parmi les plus importantes du monde – quelque 174 milliards de barils en tout qui représentent plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole dignes d'investissement. Nous avons de l'expérience en matière d'exploitation, de production et de vente d'énergie dans un vaste contexte, quoique circonscrit.

Cependant, en dépit de nos avantages naturels, nous constatons que notre production en expansion est bloquée dans un marché continental en proie à des goulots d'étranglement dans l'infrastructure et à des différences de prix. Et nous nous disputons sur le processus à suivre pour continuer comme puissance énergétique.

En tant qu'Albertains, nous savons tous que les enjeux sont énormes. Nous sommes conscients de l'importance du secteur énergétique non seulement pour cette province, mais pour le pays dans son ensemble.

Le fait que nous sommes à la merci d'un seul client n'est pas tout simplement étrange ou ennuyeux. C'est une énorme vulnérabilité économique et politique.

Lorsque le gouvernement Obama a décidé de reporter sa décision au sujet de l'expansion de l'oléoduc Keystone XL, le Canada n'y pouvait rien concrètement. Nous pouvions exprimer notre frustration. C'est ce que nous avons fait. Nous aurions pu presser le gouvernement de passer aux actes. C'est ce que nous avons fait. Ce que nous ne pouvions pas faire cependant, c'était fulminer et vendre notre produit à un autre client, parce que nous n'en avions pas d'autres.

Pour un pays dont l'économie est tributaire de manière si disproportionnée de l'exportation d'énergie, c'est plus qu'un inconvénient. C'est un grave problème structurel, surtout pour les résidents de cette province.

Nous attendons une fois de plus, maintenant qu'une autre phase du processus d'examen de Keystone a été entamée, ce qui signifie que sa résolution prendra quelques mois au minimum.

Si nous examinons en toute franchise notre situation vis-à-vis des Américains, nous reconnaitrions qu'il y a un déphasage croissant dans le dossier de l'énergie.

Bon nombre d'entre nous au Canada sommes conscients d'une coordination accrue, fondée sur l'énergie, entre nos deux pays. Au cours des cinq dernières années cependant, la relation a connu sa part de retards, d'incertitude et – du côté des Américains – de manque d'intérêt.

Au cours des dernières années, nous avons conjointement réalisé des progrès; nous avons, par exemple, réussi à harmoniser les normes de consommation de carburants pour automobiles et camions, une réussite qui réduit déjà les émissions de gaz à effet de serre.

Nous avons aussi constaté la prolifération aux États-Unis des normes de carburant à faible teneur en carbone qui visent en fait à exclure notre pétrole en provenance des sables bitumineux. Nous avons aussi constaté l'application de normes obligatoires favorisant les investissements dans l'énergie renouvelable au détriment de l'hydroélectricité canadienne.

Nous avons judicieusement évité de nuire à notre compétitivité industrielle par des politiques nationales ou continentales sur le carbone, mais nous avons constaté dans le vide qui s'est ensuivi la prolifération de mesures adoptées par des provinces, des États et des administrations municipales qui ont eu les mêmes effets : entraver la compétitivité du Canada et la vitalité de l'ALENA.

Personne ne devrait non plus ignorer que de puissantes voix – dont certaines sont bien informées, et d'autres le sont moins – s'élèvent au sud de la frontière au sujet des effets de nos sables bitumineux sur l'environnement.

Je l'ai déjà dit, mais cette vérité devient plus évidente avec le passage du temps : dans le monde de demain, le leadership en matière d'énergie et le leadership en matière de protection de l'environnement deviendront les deux côtés de la même médaille. Le Canada doit être un leader en matière de protection de l'environnement, sinon d'autres pays nous dicteront nos politiques environnementales.

Les États-Unis seront toujours le meilleur et le plus important client des hydrocarbures canadiens. Ils sont aussi bien nos partenaires que nos amis – mais nous ne pouvons pas nous leurrer et croire que leurs intérêts en matière d'énergie coïncideront toujours avec les nôtres. Ils s'intéressent principalement à la diversité de l'approvisionnement et ils visent à développer leurs propres ressources. Nous devons nous concentrer sur la diversité des marchés – trouver de nouveaux acheteurs dans de nouvelles régions.

Même si Keystone finit par être approuvé, nous ne pouvons pas nous bercer d'illusions et croire que toutes nos difficultés seront ainsi résolues. La croissance de la demande de pétrole à long terme ne sera pas américaine. Elle ne sera pas non plus européenne.

Elle sera asiatique.

Soyons francs et ne dorons pas la pilule : le développement de corridors pour le transport du pétrole et du gaz naturel liquéfié vers le Pacifique représente l'une des initiatives les plus importantes – et certainement l'une des plus difficiles – auxquelles notre pays fait face depuis des dizaines d'années.

J'applaudis la détermination du premier ministre de diversifier les marchés énergétiques du Canada. Son ministre des Affaires étrangères, John Baird a déclaré que l'intérêt pour l'Asie n'est plus un choix ou une option – et que les relations avec le continent asiatique revêtent désormais une « importance prioritaire en matière de politique étrangère ».

À cet égard, et à bien d'autres, nous avons besoin de leadership politique pour concrétiser ce qui est dans l'intérêt collectif des Canadiens actuels et futurs.

Simplement dit, il nous faut mettre de l'ordre chez nous. Si nous voulons prospérer, nous ne pouvons pas nous permettre d'être trop confiants en tant que producteurs et nous ne pouvons pas non plus être divisés en tant que Canadiens.

Pour accomplir cette tâche avec succès, il faut que l'Alberta et le Canada accordent une attention stratégique à trois nécessités absolues. Nous devons :

- internationaliser nos ambitions davantage en nous garantissant des relations commerciales avec de nouveaux partenaires, surtout en Asie-Pacifique;
- investir dans l'infrastructure nécessaire pour exporter du pétrole et du gaz de manière efficace sur le continent et à travers le monde;
- et faire en sorte qu'il y ait un régime attrayant pour les investissements étrangers, y compris ceux de sociétés d'État, dans le secteur de l'énergie.

Commençons par le commerce.

Le Canada est le huitième pays exportateur du monde, et le septième importateur. Le Canada est une nation commerçante, et il l'a toujours été. Nous savons de première main et de longue expérience l'importance des contacts avec le monde. Ou nous devrions tout au moins le savoir.

Lorsqu'il est question d'énergie cependant, nous ne prêtons pas suffisamment attention à nos intérêts futurs.

Les relations sont importantes, même lorsqu'il s'agit d'un produit de base comme le pétrole. Les traités commerciaux constituent le fondement de ces relations. Les missions commerciales – du gouvernement ou du secteur privé, ou des deux – sont aussi importantes parce qu'elles aident à approfondir ces relations. À Pékin, Kuala Lumpur, Singapour, Bangkok ou Tokyo, par exemple, les efforts et la visibilité du gouvernement et du secteur privé sont importants. Ils changent le cours des choses.

Par ailleurs, les dialogues et engagements intergouvernementaux – même des engagements symboliques – sont tout aussi importants. Ils le sont particulièrement lorsqu'il s'agit de gouvernements d'économies des marchés émergents qui sont plus collectivistes que le nôtre.

Les ministres Fast et Baird du gouvernement canadien sont conscients de cette nécessité absolue et ils déploient des efforts en ce sens, mais nos concurrents ne sont pas non plus inactifs.

La Russie et la Chine en sont peut-être l'exemple le plus évident, ayant conclu des accords d'exportation qui se rapportent précisément au pétrole et au gaz naturel. Les États-Unis bougent également; ils se sont mis à exporter du gaz naturel. Il faut que le Canada ait une orientation plus mondiale et investisse davantage dans ses relations. Le Japon, la Chine et l'Inde sont les exemples les plus évidents de partenaires potentiels.

Le monde est en train de se rééquilibrer vers les marchés émergents. Le Canada doit lui aussi se rééquilibrer avec le reste du monde. Le véritable potentiel du pays en matière de pétrole et de gaz ne sera libéré que s'il devient un participant actif, énergique et à part entière dans les segments les plus dynamiques de l'économie mondiale.

Une deuxième nécessité absolue se rapporte à l'infrastructure – pipelines, ports et terminaux.

Le contexte est important dans ce cas-là. Nous produisons à l'heure actuelle plus de trois millions de barils de pétrole par jour – dont environ 55 pour cent dans les sables bitumineux. La production quotidienne augmente d'année en année de 200 000 barils environ. Selon les hypothèses que nous sommes prêts à avancer au sujet du rythme de l'expansion des sables bitumineux, la production quotidienne au Canada pourrait atteindre six millions de barils ou plus d'ici à 2030.

Comme les Albertains le savent très bien, les projets dans les sables bitumineux sont tout à fait différents de la plupart des projets d'exploration et de développement que nous constatons dans le secteur de l'énergie. Ces entreprises de grande envergure exigent d'énormes investissements de départ en capital – mais elles produisent de

manière fiable pendant de très longues périodes. C'est en partie la raison pour laquelle quelques-unes seulement des plus grandes sociétés énergétiques du monde se sont lancées dans une telle entreprise. Il faut des années d'efforts et des milliards de dollars pour extraire un baril de pétrole du sol. Cependant, une fois que ces projets entrent en production, ils fonctionnent à l'instar d'une rente pendant 30 à 50 ans.

Au cours des dernières années, la propriété a été rationalisée dans les sables bitumineux. Bien qu'il y ait maintenant davantage de terrains sur le marché que d'ordinaire, nous autres à la Banque CIBC nous sommes d'avis que tout cela finira par s'arranger. Les prix ont commencé à être ajustés à des niveaux plus raisonnables. Je crois qu'on pourrait dire sans se tromper que certaines sociétés se lancent dans les sables bitumineux sans comprendre à fond l'intensité des investissements en capital qui seront nécessaires.

Cependant, la construction, les investissements et la production continuent à un rythme soutenu. Les acteurs qui ont les reins solides sont encore solides, et ils y sont toujours. Un simple calcul nous fait voir que les sables bitumineux seront une part essentielle du marché pendant des dizaines d'années à venir.

Et c'est ce qui est à la racine du problème à long terme. Le Canada n'a tout simplement pas l'infrastructure de pipelines nécessaire pour faire face à la croissance globale de la production prévue au-delà de 2020. Des pipelines sont requis dans pratiquement toutes les directions et pour le moment, la seule autre solution viable est de transporter davantage de pétrole dans des wagons de chemin de fer.

Ce n'est qu'un des aspects des défis au niveau de l'infrastructure. Keystone en est un autre. J'en signalerais deux autres :

- Premièrement, il n'y a pas d'importants terminaux de GNL en construction au Canada, et chaque mois qui passe nous sommes distancés par les Américains et d'autres concurrents.
- Deuxièmement, le Northern Gateway – l'important pipeline proposé qui transporterait la production des sables bitumineux vers les ports en eau profonde de la côte ouest du Canada – se heurte à une sérieuse opposition.

Il est vrai qu'il y a tout juste cinq ans, peu avaient entrevu les difficultés liées à l'infrastructure. Elles sont cependant avec nous pour de bon. Et bien que nous ayons pris conscience de cette nouvelle réalité, le Canada a fait très peu de progrès concrets vers la résolution de ce problème d'infrastructure. Nous devons, en tant que pays et en tant que secteur industriel, faire mieux.

L'oléoduc Northern Gateway transporterait plus d'un demi-million de barils de pétrole par jour. Il donnerait au Canada la possibilité de se créer une tête de pont dans les marchés d'Asie-Pacifique et permettrait aux entreprises actives dans les sables bitumineux d'augmenter leur production sans se heurter aux problèmes relatifs à la capacité de transport des oléoducs.

Cette année sera décisive pour le projet proposé. L'Alberta, Enbridge et le secteur dans son ensemble doivent collaborer – avec les opposants, les groupes autochtones et d'autres – pour obtenir la licence sociale qui permettrait la construction du projet de continuer et améliorerait notre capacité à exporter notre pétrole aux marchés mondiaux.

Il faut dire qu'aucune décision relative à un seul projet ne peut garantir le succès du secteur pétrolier et gazier du Canada ou l'anéantir. Cependant, ces difficultés au chapitre de l'infrastructure ont indéniablement assombri les perspectives de ce secteur. À plus long terme, l'accès à la côte ouest est essentiel à la prospérité éventuelle de ce secteur. Que cela survienne au cours des prochaines années ou à plus long terme, je suis optimiste et je crois que le Canada saura aborder et relever les défis que pose son infrastructure.

Cela me mène au troisième et dernier objectif crucial que le Canada doit atteindre pour que nous puissions élargir nos horizons de manière à devenir une force mondiale dans le domaine de l'énergie : encourager les investissements étrangers.

Notre besoin de capitaux est bien documenté. Il est à l'échelle de nos ambitions. Les recherches de la Banque CIBC indiquent que si l'on se fonde sur les projets de sables bitumineux et de GNL qui ont été annoncés – ainsi que sur les opérations d'exploration et de forage en cours – les dépenses en capital annuelles du secteur énergétique du Canada excéderont 50 milliards de dollars par année.

Au cours des trois dernières années, environ 14 milliards de dollars ont été levés chaque année sur les marchés financiers du Canada, de sorte que c'est aux investissements étrangers de combler un écart considérable.

Cet écart est considérable et il signifie que nous aurons besoin chaque année de trois fois plus de capitaux que nous sommes capables de mobiliser au Canada pour que notre secteur énergétique puisse fonctionner à plein rendement.

Le maintien de ce niveau d'investissements étrangers doit toujours avoir une importance capitale et nous ne pouvons jamais permettre que cela pose un grave problème.

En vue de muscler l'approche ouverte de notre pays à l'égard du commerce, Ottawa a resserré vers la fin de 2012 les règles relatives aux investissements des sociétés d'État dans le secteur des ressources. Je conviens que le fait d'examiner de plus près les investissements étrangers dans les sables bitumineux du Canada était la bonne décision.

Cependant, la décision du gouvernement a coïncidé avec bon nombre d'autres facteurs qui ont contribué à la diminution spectaculaire des investissements étrangers dans le secteur énergétique du Canada en 2013.

Pour donner un exemple bien précis, les investissements des sociétés d'État chinoises dans la région pétrolière ont totalisé 33 milliards de dollars entre 2005 et 2013. Ils ont maintenant essentiellement cessé.

Je voyage souvent à l'étranger pour le compte de la banque. Laissez-moi vous répéter ce que l'on m'a dit à maintes reprises l'an dernier.

Le changement de politique gouvernementale – et l'incertitude qui entoure les nouvelles règles et leur application – n'est qu'un des éléments qui ont contribué au récent tarissement des afflux de capitaux étrangers dans le secteur pétrolier et gazier du Canada.

Outre l'incertitude des investisseurs au sujet de l'application des nouvelles règles aux investissements étrangers, l'accès aux marchés suscite de plus en plus de préoccupations en particulier en ce qui a trait au futur des pipelines Northern Gateway et Keystone – ainsi qu'au déficit infrastructurel qui a provoqué des goulots d'étranglement dans les capacités actuelles des pipelines.

On se pose aussi des questions sur la capacité du secteur à endiguer les coûts liés aux projets en immobilisations colossaux auxquels il s'est engagé.

Il y a d'autres difficultés découlant du fait que dans un monde dans lequel les prix du pétrole sont en baisse, le rendement des investissements de certains projets canadiens dans les sables bitumineux et dans le pétrole lourd est devenu de plus en plus marginal. Je conteste que le coût du baril de pétrole des sables bitumineux du Canada soit le plus marginal du monde, mais il ne fait aucun doute que certains projets correspondent à cette caractérisation. Les sociétés mondiales ont des portefeuilles d'actifs mondiaux et elles font des choix mondiaux en décidant à quels investissements accorder une importance prioritaire.

Je voudrais signaler, lorsqu'il est question des grandes sociétés canadiennes et internationales, que celles qui excellent dans les sables bitumineux – par exemple, CNRL, Cenovus, la Compagnie Pétrolière Impériale, Suncor et Husky – continuent d'enregistrer de très bonnes performances.

Une mesure de clarté est certainement nécessaire. À mon avis, nous devons continuer à bien faire comprendre au monde que l'Alberta et le Canada sont encore prêts à faire des affaires.

Nous devons rassurer les entreprises d'État et leur faire comprendre qu'à moins de circonstances exceptionnelles, par exemple des prises de participation majeure dans des sociétés actives dans les sables bitumineux, leur présence est bienvenue et en fait appréciée.

Le Canada, en tant que pays, ne doit pas se laisser intimider par la présence d'importantes sociétés d'État. Elles sont devenues une forme dominante de capital international, notamment dans le secteur énergétique. Le Canada a besoin de ces capitaux – à ses conditions bien sûr – mais il n'en a pas moins besoin. Si ces sociétés d'État ne réussissent pas à établir une plateforme pour leurs opérations à Edmonton, Calgary ou Toronto, elles le feront à Londres ou à Houston ou dans une autre capitale financière ou du secteur énergétique.

Il est important que le Canada prouve que ce n'est pas la propriété des capitaux étrangers investis dans ce pays qui l'inquiète, mais leur comportement dans le marché canadien après leur investissement. En effet, le principe directeur qui sous-tendait notre politique initiale à l'égard des sociétés d'État était de favoriser, au lieu de restreindre, le commerce et les échanges libres avec des pays émergents.

Je ferais remarquer en terminant que notre secteur énergétique se trouve véritablement à la croisée des chemins. Au cours des dernières années, la technologie a complètement bouleversé les opinions courantes, ce qui s'est traduit par l'augmentation remarquable de la production de pétrole et de gaz aux États-Unis. L'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie en Amérique du Nord a par conséquent fondamentalement changé. En même temps, la demande augmente dans de nouveaux marchés en émergence.

Si les difficultés auxquelles nous faisons face peuvent être surmontées, si nous pouvons nous garantir l'accès au marché dont nous avons besoin, mettre sur pied l'infrastructure nécessaire et continuer d'attirer des capitaux à l'échelle mondiale – l'Alberta et le Canada en tireront considérablement profit et ce secteur restera une locomotive de croissance.

Des organisations comme la *Chamber of Resources* d'Edmonton ont certainement un rôle à jouer dans le débat national sur les décisions qui détermineront l'avenir énergétique du Canada.

En collaborant avec d'autres groupes, vous pouvez aider à démontrer qu'il est nécessaire de transformer le Canada en un acteur de classe mondiale dans le secteur de l'énergie, appuyé par des relations et des traités commerciaux de grande portée et par un portefeuille de partenaires, au lieu d'un seul, dans l'énergie.

Le partage de cette vision de prospérité démontrera aussi la clarté et la conviction requises pour attirer les capitaux étrangers nécessaire à son financement.

En Alberta, terre des sables bitumineux, et partout dans le pays les Canadiens ont appris par expérience que le succès dans le pétrole et le gaz n'est jamais garanti, et que la prospérité n'est jamais un droit de naissance. Il exige de la prévision, des choix judicieux et de gros efforts. Et il exige que l'on passe aux actes – et que l'on collabore – en périodes aussi bien de difficultés que de bonnes occasions.

Pour le Canada, c'est maintenant le bon moment.

Merci